

Rwanda-Debré reconnaît l'existence d'erreurs françaises.

reutfr0020010926du4600p0n

725 Mots

06 Avril 1998

15:31 GMT

Reuters - Les actualités en français

Français

(c) Reuters Limited 1998.

PARIS, 6 avril, Reuters - L'ex-ministre de la Coopération, Bernard Debré, a reconnu lundi que la France avait continué à livrer des armes à Kigali dans les jours qui ont suivi le début des massacres au Rwanda, en 1994, et a estimé que François Mitterrand avait commis une "erreur" en soutenant le pouvoir hutu.

Bernard Debré a par ailleurs déclaré que les deux missiles tirés le 6 avril 1994 - date du début des massacres - contre l'avion des présidents du Rwanda et du Burundi n'étaient pas de provenance française, mais qu'ils avaient été livrés "vraisemblablement" par les Américains à l'Ouganda.

"On dit souvent, et j'ai lu dans le Figaro (...) quelqu'un qui disait que c'était vraisemblablement un missile français. C'est faux", a-t-il dit sur RTL.

Il y avait, selon lui, deux missiles de type Sam 16, dont les numéros d'immatriculation reconstitués à un chiffre près aboutiraient à la "quasi-certitude" qu'il s'agissait de missiles provenant de stocks pris à l'Irak pendant la guerre du Golfe et livrés "vraisemblablement" à l'Ouganda par les Etats-Unis.

Bernard Debré a en revanche partiellement confirmé une autre information du quotidien français en reconnaissant que la France avait continué à livrer des armes à Kigali "pendant cinq à huit jours ou dix jours", parce que "c'est rétrospectivement qu'on a vu ces massacres" et non "le premier jour ou le deuxième jour".

Le rôle joué par la France lors du massacre de quelque 800.000 Tutsis et Hutus modérés au printemps 1994 est régulièrement objet de polémiques.

Paris, qui s'était engagé militairement aux côtés de Kigali dès 1990, est soupçonné d'avoir cherché à sauver le gouvernement hutu en place, en tentant de s'opposer à l'avance des troupes tutsies du Front patriotique rwandais (FPR).

Le Times de Londres accusait ainsi dans son édition de vendredi un officier de commandos de marine d'avoir ignoré le sort de réfugiés tutsis dans la région de Bisesero, en s'en tenant à la version des milices hutues.

-

Balladur défend son action

-

Or, ce même officier donnait, quelques semaines après les faits, une toute autre version dans un récit publié par le magazine de la Marine nationale, Cols Bleus. Il assurait que ses hommes avaient sauvé 800 Tutsis, "seuls survivants d'une communauté d'environ 5.000" qui étaient "en cours d'extermination par les extrémistes hutus".

"L'armée française n'a aucune responsabilité dans le génocide du Rwanda", a réaffirmé lundi sur Europe 1 le Premier ministre de l'époque, Edouard Balladur. "Tout au contraire, la France est le seul pays qui ait prononcé le mot de génocide (...) C'est le seul à avoir envoyé des milliers de soldats pour s'interposer et empêcher des massacres", dans le cadre de l'opération Turquoise.

Edouard Balladur, son ministre des Affaires étrangères de l'époque, Alain Juppé, et celui de la Défense, François Léotard, doivent être entendus le 21 avril par la "commission d'information" créée par l'Assemblée nationale.

L'ex-Premier ministre, qui se dit "scandalisé" par le fait que la France soit le "seul" pays "auquel on attribue une responsabilité partielle dans ce massacre", entend, à cette occasion, faire "en sorte que l'honneur de la France et de l'armée française soit mis à l'abri d'attaques qui sont parfaitement injustes".

Bernard Debré a pour sa part jeté une pierre dans le camp du président de la République de l'époque, François Mitterrand.

"Le président Mitterrand a décidé de soutenir les forces armées hutus, parce qu'il pensait que le seul pôle de solidité était justement le président (rwandais Juvenal) Habyarimana" qui périt le 6 avril 1994, a expliqué l'ancien ministre, avant d'ajouter: "C'était une erreur, dont acte".

Bernard Debré est revenu sur les conditions de l'engagement militaire français auprès de Kigali, en 1990.

"Si le président Mitterrand était assez féru d'Afrique, il avait un travers: c'était, d'une part, des amitiés interlopes, et d'autre part le goût du secret qu'il partageait avec un certain nombre, et en particulier son fils (Jean-Christophe), qui était là assez souvent en Afrique, dans des affaires un peu curieuses de temps en temps". /CC/HF.

(c) Reuters Limited 1998.